



Depuis le mouvement d'ampleur de 2020, les agriculteurs indiens continuent de réclamer la mise en place de prix minimums, ici en février 2024 à Amritsar.

Narinder NANU/AFP

Inde Les agriculteurs réclament une loi pour des prix équitables

En Inde, des centaines de milliers d'agriculteurs luttent pour obtenir un prix minimum réglementé pour leurs récoltes.

Ce qui a débuté en 2020 par des manifestations, durant lesquelles des centaines de milliers d'agriculteurs se sont rassemblés à Delhi, la capitale du pays, pour exiger l'abrogation des trois lois agricoles introduites par le gouvernement, est devenu aujourd'hui un mouvement qui se poursuit sous des formes différentes. Les agriculteurs réclament désormais de meilleures conditions de travail, et une législation pour un prix minimum de soutien, c'est-à-dire un prix fixe auquel les produits agricoles devraient être vendus aux négociants. Ils demandent aussi un effacement de certaines dettes, une assurance récolte, une meilleure indemnisation lors d'expropriation de terres, un accès facilité aux prêts et des indemnités pour les personnes décédées lors des manifestations.

1,5 fois le coût de production

La législation d'un mécanisme de prix minimum de soutien reste la principale revendication de nombreux syndicats d'agriculteurs. Jagjit Singh Dallewal, un agriculteur du Pendjab où une grande partie de la population vit de l'agriculture, a mis fin à sa grève de la faim de 131 jours en mars dernier. Il protestait afin d'obtenir une garantie légale pour une telle mise en place. « Si nous voulons réellement mettre un terme aux suicides et résoudre la crise agraire, les agriculteurs doivent bénéficier d'un prix

minimum égal à 1,5 fois le coût de production. Le gouvernement devrait également garantir l'achat des produits à ce prix », a déclaré le docteur Ashok Dhawale, président national du syndicat All India Kisan Sabha (AIKS) et l'un des dirigeants d'une autre organisation agricole, le Samyukta Kisan Morcha.

Réduire le coût des intrants

Ce prix minimum a été recommandé par un comité nommé par le gouvernement central en 2004 et dirigé par le professeur M.S. Swaminathan, agronome indien de renom. Le gouvernement promet des prix minimums pour plusieurs productions, mais celles-ci ne sont jamais vendues à ce tarif. « La valeur marchande est toujours inférieure au prix minimum de vente », indique Arjun Baliyan, représentant de Bhartiya Kisan Union (BKU). Le gouvernement a mis en place des centrales d'achat qui proposent ces prix minimums, mais le marché libre est totalement déréglementé et ceux-ci n'existent pas, a-t-il ajouté. Légaliser un prix minimum garantirait que ceux qui achètent à un prix inférieur en subiront les conséquences, explique-t-il.

Ashok Dhawale affirme que le coût des intrants (engrais, semences, pesticides, diesel et essence) doit être réduit. Ce n'est qu'à cette condition que les coûts de production globaux diminueront. La législation d'un prix minimum garantira des prix équitables. La situation actuelle continue d'être abusive pour les agriculteurs, contraints de vendre leurs produits à un prix qui ne couvre pas leurs coûts de production, ce qui les plonge dans un cycle de surendettement, affirment-ils.

Sudeshna Chowdhury

Roumanie Abus de dérogations

La Commission européenne ouvre pour la première fois une procédure d'infraction contre un État membre pour non-respect du règlement sur les phytos. La Roumanie aurait accordé douze autorisations temporaires de traitement de semences avec des néonicotinoïdes interdits. En 2023, la justice européenne a exclu le traitement de semences du système dérogatoire.

Nouvelle-Zélande Objectifs en baisse

Des défenseurs de l'environnement accusent le gouvernement néo-zélandais de « déni complet du changement climatique », après la révision à la baisse de ses objectifs de réduction des émissions de méthane, saluée au contraire par le secteur agricole. Le nouveau plan vise un recul compris entre 14 et 24 % d'ici 2050 (contre 24 à 47 % précédemment), par rapport aux niveaux de 2017. Le gouvernement a également confirmé l'abandon du projet de taxe sur les émissions agricoles de méthane.

États-Unis Les producteurs de soja inquiets

Les producteurs de soja américains figurent parmi les premières victimes de la guerre commerciale lancée par le président Trump. Avec une surtaxe de 20 %, fixée par Pékin en réponse aux droits de douane américains, le soja produit aux États-Unis est « infiniment plus cher » que celui d'Amérique latine, s'inquiète l'Association américaine de soja (ASA). Les exportations vers la Chine ont été divisées par deux en un an.